

Vers un Parlement européen plus éclaté que jamais

Les élus souverainistes et europhobes pourraient progresser en mai, sans être en mesure de devenir majoritaires

BRUXELLES - *burau européen*

Un Parlement européen éclaté comme jamais. C'est l'issue la plus probable des élections européennes organisées du 23 au 26 mai, selon plusieurs projections de sièges publiées par différents organismes. Les plus récentes, réalisées par l'institut Kantar pour le Parlement européen et publiées lundi 18 février, prévoient ainsi que plus aucun groupe ne serait en mesure de dépasser les 200 sièges (sur 705). En première position, le Parti populaire européen (PPE), qui regroupe les élus conservateurs, ne devrait, par exemple, plus compter que 183 eurodéputés, contre 217 dans le Parlement sortant. Une autre projection réalisée en continue par le site indépendant *Poll of Polls* attribue, lui, 177 sièges au PPE.

Derrière, l'ordre d'arrivée des grands partis européens resterait relativement le même qu'au sein du Parlement actuel. Bien qu'ils souffriraient de leur affaiblissement généralisé en Europe, les sociaux-démocrates seraient toujours le deuxième groupe avec entre 133 (*Poll of Polls*) et 135 sièges (Kantar), contre 186 dans l'assemblée sortante. Les libéraux passeraient en troisième position avec 95 sièges, grâce à l'affiliation probable des 20 élus potentiels de la

République en marche en France. Et surtout grâce au Brexit, qui ferait mécaniquement baisser le groupe souverainiste (ECR) formé actuellement autour des eurodéputés britanniques conservateurs qui, sauf rebondissement, ne devraient plus siéger à Strasbourg. Les différents groupes de gauche radicale, écologistes ou d'extrême droite obtiendraient tous autour de cinquante sièges.

Ces projections, réalisées sur la base de compilation de sondages d'intentions de vote nationaux, sont à prendre avec prudence. Il n'existe pas de sondage véritablement trans-européen sur le scrutin et la formation des groupes pourrait être bouleversée après les élections.

Certains partis ont bien l'intention de former de nouvelles alliances. Des contacts ont déjà été pris, discrètement, ces derniers mois. Droit et justice (PJS), le parti ultraconservateur au pouvoir à Varsovie, actuellement à l'ECR, a pris contact – en vain à ce stade – avec le PPE. Autres hypothèses plus ou moins réalisées : la Ligue de Matteo Salvini pourrait rejoindre l'ECR, ou Les Verts accueillir quelques élus italiens du Mouvement 5 étoiles (M5S).

« Victoire politique »

Bien qu'elle fasse beaucoup parler d'elle, la perspective d'une majorité d'extrême droite euroseptique semble toutefois assez improbable. Une étude du Conseil européen pour les relations étrangères (ECFR), un think tank libéral, publiée le 11 février, attribue ainsi 132 sièges à un ensemble allant des néonazis grecs d'Aube dorée au M5S italien, en passant par le Rassemblement national de Marine Le Pen et Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan. Autant de partis qui ont été incapables de faire bloc durant cette mandature (2014-2019).

Même en ajoutant les partis de droite traditionnels qui se sont radicalisés ces dernières années, comme le Fidesz du Hongrois Viktor Orban, aujourd'hui affilié au PPE, ou le PIS, un grand groupe de droite ultraconservatrice ne dépasserait pas 197 sièges, selon l'ECFR, bien loin de la majorité des 553 sièges. Cela pourrait toutefois permettre aux euroseptiques de peser bien plus fortement au Parlement européen qu'actuellement, une Assemblée

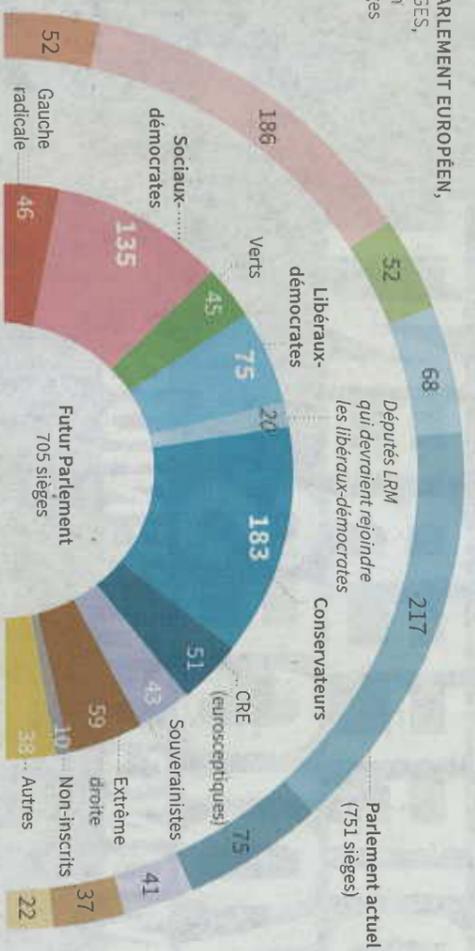
ques, pour la plupart décriées. Ils misent sur le soutien de personnalités connues et reconnues du grand public pour envoyer des signaux à différentes sensibilités de l'électorat.

Poursuivre la reconquête

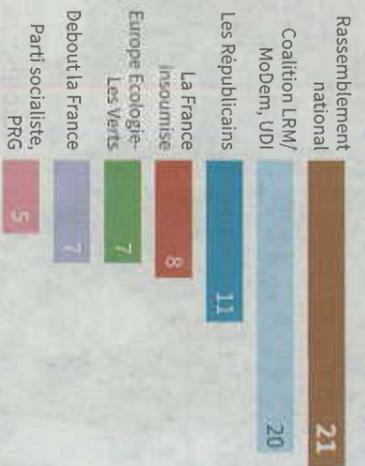
Daniel Cohn-Bendit, Jean-Pierre Raffarin, Alain Juppé, Jean-Louis Borloo, Pierre Moscovici... Venu d'horizons divers, ces noms reviennent depuis des mois chez les stratégies macronistes, comme autant d'ambassadeurs potentiels de la campagne. « Ce sont des personnalités politiques qui comptent, qui ont un passé, une certaine aura, et qui connaissent les institutions européennes. Leur parole vaut quelque chose », estime Emmanuel Macron, les « mar-chés ne veulent laisser aucun espace entre leur mouvement et

Les sociaux-démocrates et les conservateurs en recul

PROJECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN, EN NOMBRE DE SIÈGES, selon la compilation de plusieurs sondages



PROJECTION EN FRANCE DU NOMBRE DE SIÈGES, PAR PARTI, au 6 février 2019



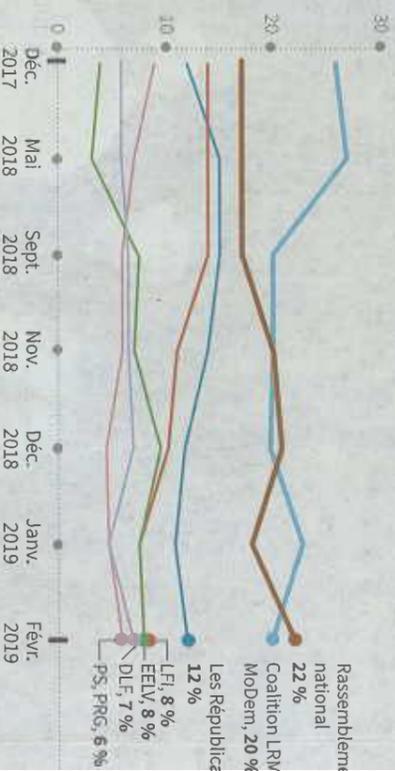
SOURCE : KANTAR PUBLIC POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN

où les majorités se font et se défont au gré des sujets. « La victoire institutionnelle est hors de portée pour les euroseptiques et les europhobes, mais ils peuvent avoir une victoire politique en pesant encore plus fort sur les partis *mainstream* », craint Yves Bertoin, président du Mouvement européen en France.

En ajoutant les partis de gauche radicale, près d'un élu sur trois pourrait en effet être rattaché à un courant euroseptique. Même si la plupart des partis europhobes ont modéré leurs discours anti-UE ces derniers mois, l'ECFR craint que cela se traduise par des majorités de circonstance qui permettent de bloquer des directives sur « le commerce extérieur » ou « la défense de la démocratie dans l'UE ». Une procédure de sanction contre un État

Une chose semble sûre : les conservateurs et les sociaux-démocrates ne disposeront plus d'une majorité à eux seuls

INTENTIONS DE VOTE EN FRANCE, selon plusieurs sondages, en %



ne membre pour atteindre à l'état de droit nécessaire une majorité des deux tiers. Mais pour Yves Bertoin, si cet éclatement sera « une contrainte supplémentaire, parce qu'il faudra faire davantage de compromis et prendre plus de temps » pour faire adopter les directives, il ne sera probablement

pas un facteur de blocage comme la plupart des votes s'y font à la majorité simple. « C'est au Conseil [l'organe qui regroupe les États] que les euroseptiques peuvent bloquer les décisions, là il y a énormément de décisions qui se prennent à l'unanimité. »

Une chose semble sûre : les conservateurs du PPE et les sociaux-démocrates, qui ont longtemps régné sur l'Hémicycle, ne disposeront plus d'une majorité à eux seuls, qui leur avait permis de faire élire Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne en 2014. A minima, il leur faudra rallier les voix des libéraux, et peut-être des Verts.

C'est la raison pour laquelle les partisans du Français Michel Barnier estiment qu'il a encore des chances de remplacer M. Juncker

« L'enjeu, c'est de fédérer tous les engagés de l'Europe et leur permettre de contribuer »

STÉPHANE SÉJOURNÉ
directeur de campagne LRM

tion à une émission de BFM-TV, dimanche 17 février, au nom du devoir de réserve. Selon nos informations, Jean-Louis Borloo ne devrait pas non plus prendre part à la campagne, malgré les appels du pied de LRM.

L'objectif reste de poursuivre la reconquête de l'échiquier poli-

Français de l'étranger, Pierre-Alexandre Anglade, spécialiste des questions européennes.

Outre les accords espérés avec le Modem de François Bayrou, avec Agir (petit parti juppéiste présidé par le ministre de la culture, Franck Riester), ou encore les radicaux et l'UDE (Union des démocrates et des écologistes), les macronistes envisagent un troisième étage à la fusée. Ils recherchent le soutien du milieu associatif et de groupes de réflexion pro-européens, comme le Mouvement européen ou Sauver l'Europe. « L'enjeu, c'est de fédérer tous les engagés de l'Europe et leur permettre de contribuer pour en faire une plus-value dans notre campagne, pour qu'ils puissent enticher le projet », explique

M. Séjourné.

M. Cohn-Bendit – membre du comité de pilotage de la campagne – et quelques autres plaident en faveur d'un quatuor de tête, à l'image du parti Les Républicains (LR), qui a annoncé dans un même mouvement les trois premiers titulaires de sa liste.

« Consensuelle » et « crédible »

« L'option de présenter une équipe plutôt qu'une tête de liste, c'est plutôt un collage, chez nous, ça se fait un collectif », plaide Marie Guévenoux, députée LRM des Yvelines, elle aussi membre du comité de pilotage de la campagne. De l'avis de beaucoup, la tête de liste choisie in fine devra dans tous les cas être « consensuelle » et « crédible ». Plusieurs sources croient déceler de l'« envie » chez

ment prévue avant la fin du grand débat national, prévue le 15 mars. « Le moment est au grand débat, faut éliminer toute chose puisse le faire capoter », convie Stanislas Guénihi, délégué général de LRM. Emmanuel Macron veut alors lancer la campagne avec une nouvelle série de propositions, dix-huit mois après le cours de la Sorbonne.

Le retard pris par rapport à la concurrence – la plupart des candidats ont déjà dévoilé leur tête de liste – n'inquiète pas outre mesure. « Je n'ai toujours pas compris la position du Parti socialiste dans cette élection, ni celle de LRM », tranche Benjamin Griveche, porte-parole du gouvernement. Cette phase d'attente est mise à profit pour préparer l'organigramme de la campagne et le